

## ***Le maire de Bordeaux en rendez-vous avec le ministre du logement***

Ce lundi 23 octobre après-midi, Pierre Hurmic, maire de Bordeaux, et Stéphane Pfeiffer, adjoint au maire en charge du logement, ont rencontré Patrice Vergriete, ministre délégué chargé du logement.

**Cette réunion de travail visait** à aborder, à l'échelle de Bordeaux, les questions liées à la production et à la rénovation des logements, notamment sociaux, et à l'hébergement d'urgence.

Lors de cette rencontre très constructive, Bordeaux s'est positionnée pour être l'une des premières villes de la **démarche « territoire engagé pour le logement »** dont le ministre a annoncé la création récemment.

Cette démarche visera à accélérer la production de logement en identifiant et en soutenant les opérations bloquées. Seront notamment ciblés les **logements sociaux**, dont les **logements étudiants**. Plusieurs milliers de logements sont actuellement concernés sur le territoire bordelais.

Pierre Hurmic a également évoqué la question de l'**habitat ancien dégradé**. Le maire de Bordeaux a insisté sur l'importance de créer un **fonds national de secours aux victimes d'effondrement** parmi les dispositifs dérogatoires nécessaires pour accompagner propriétaires et locataires.

Ce même jour était remis au ministre du logement par les maires de Saint-Denis et de Mulhouse **un rapport, auquel la ville de Bordeaux a contribué, présentant 24 propositions** pour lutter contre l'habitat indigne. **Le ministre s'est engagé à prendre très prochainement des mesures concrètes pour y donner suite.**

Dans la perspective d'une prochaine étape de développement de l'ANRU à l'issue des Nouveaux Programmes de Renouvellement Urbain, le maire de Bordeaux et le ministre ont partagé la nécessité, dès lors que les logements sont de qualité, de **privilégier la réhabilitation plutôt que la démolition-reconstruction** en accord avec la stratégie nationale bas carbone.

Enfin, le maire et le ministre ont échangé sur le **recours déposé contre l'Etat par 6 villes** dont Bordeaux en raison de la carence en **hébergement d'urgence** constaté dans les grandes villes.